

Le sénateur Roblin: Honorables sénateurs, je n'ai pas encore lu cette déclaration, et je ne pense pas avoir grand-chose à dire sur la question. Mais il est évident que si j'apprends que le premier ministre de l'Ontario a un rôle constructif à jouer dans ces négociations, comme j'en suis persuadé, il sera naturellement le bienvenu. Nous aurons besoin de toute l'aide possible pour élaborer un plan répondant aux besoins des Canadiens, et c'est une personnalité qui peut certainement y contribuer de façon importante. Je dois préciser à mon honorable collègue que des cadres sont actuellement réunis pour déterminer les rôles relatifs des porte-parole des gouvernements fédéral et provinciaux dans tout ce processus, et j'espère qu'ils ne tarderont pas à se mettre d'accord. On tiendra certainement le plus grand compte des points de vue du premier ministre Peterson lorsque ces recommandations seront regroupées.

Le sénateur MacEachen: Honorables sénateurs, je remercie le leader du gouvernement de cette remarque, et je l'avise que j'ai l'intention de revenir sur ce sujet demain. Je lui signale que le rapport dont j'ai parlé est paru dans le *Toronto Star* du 18 février. Le leader du gouvernement aura peut-être l'occasion de lire ce rapport, sur lequel j'aurai éventuellement des questions demain.

Le sénateur Roblin: Je remercie mon honorable collègue de ce préavis. Je ne manquerai pas de lire ce rapport, et si j'ai quelque chose à ajouter sur ce sujet, je serai heureux de le faire.

L'ÉNERGIE

L'ÉTABLISSEMENT DU PRIX DU PÉTROLE

L'honorable H. A. Olson: Honorables sénateurs, je voudrais poser au leader du gouvernement une question dans la même veine que celles que je lui pose depuis quelque temps, dans l'espoir, bien fragile, que le gouvernement prenne ses responsabilités en adoptant une politique vraiment canadienne au lieu de se tourner les pouces pendant qu'un secteur important de notre économie, soit le secteur énergétique, celui du gaz et du pétrole, vogue au gré de décisions politiques prises à l'étranger; d'autre part, étant donné que le prix du pétrole brut vient de glisser sous le seuil des \$15 le baril, puisqu'il s'établissait ce matin à \$14.77 et pourrait même avoir encore baissé depuis, il faut donc prévoir qu'en mars, les recettes brutes pour la vente du pétrole brut n'atteindront même pas la moitié de ce qu'elles étaient il y a trois mois. Par conséquent, ceux qui gagnent leur vie dans ce secteur ont-ils lieu d'espérer que le gouvernement prendra bientôt ses responsabilités?

L'honorable Duff Roblin (leader du gouvernement): Honorables sénateurs, je signale à mon collègue qu'il y a souvent deux façons d'examiner une question. L'angle sous lequel il l'aborde révèle, effectivement, un très grave problème pour nos sociétés pétrolières mais, du point de vue d'autres secteurs, notamment celui de nos échanges commerciaux qui comptent tellement pour le Canada, la baisse du prix du pétrole est une véritable mine d'or. Elle annonce la diminution de l'inflation, la réduction des taux d'intérêt de même que l'augmentation du produit national brut pour les pays que la conjoncture favorise de la sorte. Le bilan n'est donc pas négatif sur toute la ligne. J'admets volontiers que le problème se présente différemment en Alberta. Il me semble que mon collègue veut une politique «faite au Canada». Il en avait une, il y a trois ou quatre ans,

[Le sénateur MacEachen.]

lorsque le prix du pétrole a commencé à monter, et je pense que personne, aujourd'hui, n'estime que c'était une bonne idée. Lui, peut-être, mais la plupart des gens, je crois, admettront que ce n'est pas une bonne idée que de vouloir isoler la structure économique canadienne de ce qui se passe dans le reste du monde. De toute façon, cela n'a pas très bien fonctionné. Comme je le lui ai dit l'autre jour, et comme je le lui répéterai encore puisque, de toute évidence, il continuera dans cette veine tous les jours, je ne suis pas convaincu que l'intervention du gouvernement soit, pour le moment, la voie à suivre. Ce n'est certainement pas celle qui est suivie dans d'autres grands pays producteurs de pétrole, notamment chez notre voisin de sud. Par conséquent, j'estime que nous devons être très prudents avant d'accepter son invitation à intervenir dans ce domaine.

● (1410)

Le sénateur Olson: Honorables sénateurs, je remercie le leader du gouvernement de sa réponse car, délibérément ou «par inadvertance», il nous a fait des révélations qui vont au-delà de tout ce qu'il nous avait dit jusqu'à présent. Je me rappelle lui avoir demandé, il y a un jour ou deux, si le gouvernement estimait que cette baisse rapide du prix du pétrole était bonne pour l'économie canadienne. Bien entendu, il m'a répondu que lui au moins, sinon la grande majorité du gouvernement, estimait que la baisse du prix du pétrole avait de nombreux aspects positifs sur le plan économique. Je suis persuadé que le secteur pétrolier sera très heureux de savoir que c'est la façon de penser du gouvernement.

Toutefois, l'autre partie de la question—et je ne l'avais pas posée au leader, car je savais que la réponse ne serait pas satisfaisante du tout—est de savoir si le gouvernement a l'intention de reprendre toutes les dispositions du Programme énergétique national d'octobre 1980. Je ne suis pas assez fou pour poser cette question et je ne demandais rien de semblable. Toutefois, il me semble que la politique du gouvernement, à l'échelon fédéral, pourrait comporter des dispositions «faites au Canada» qui ne soient pas exactement parallèles à celles de la politique précédente, et c'est ce que je demande. Le gouvernement prendra-t-il ses responsabilités et essaiera-t-il de faire quelque chose qui montre que l'on se préoccupe d'un secteur—un secteur important—de notre économie qui connaîtra de sérieuses difficultés si l'on ne procède pas à certains changements? Ces changements seront-ils apportés par les gens qui sont censés conduire le pays, ou le gouvernement va-t-il se croiser les bras et laisser des décisions politiques prises à l'extérieur du Canada déterminer l'avenir de ce secteur?

Le sénateur Roblin: Honorables sénateurs, je dois revenir à la première partie de la question de mon honorable collègue, dans laquelle il a fait allusion aux conséquences globales de la chute des prix du pétrole et à ma déclaration. Sans doute se souvient-il que je lui ai dit il y a quelques jours qu'il y avait du pour et du contre, que certains y gagnaient et d'autres y perdaient. Mes observations de caractère général portaient sur l'incidence de la chute des prix du pétrole sur le vaste monde dont nous faisons partie. Cependant, cela ne diminue en rien les difficultés qu'éprouvent les producteurs de pétrole de notre pays. Je me réjouis assez qu'il ne tienne pas à ce que nous remettons en vigueur le Programme énergétique national.